

Les entreprises Fintech accélèrent la mutation du secteur bancaire

Le nombre d'établissements bancaires actifs sur la place financière suisse n'a cessé de diminuer ces dernières décennies. L'innovation continuera à l'avenir de battre en brèche les modèles d'affaires traditionnels des banques. *Daniel Schmuki*

Abrégé Le nombre d'établissements bancaires en activité en Suisse a diminué de plus de 50 % au cours des dernières décennies. Celui des succursales recule également, en particulier sous l'effet des fusions, des rachats et des faillites. Ce sont généralement les signes d'une concentration accrue du marché, ce qui tend à restreindre la concurrence. Mis à part certains mouvements enregistrés au niveau des grandes banques, les parts de marché des établissements bancaires en Suisse sont demeurées relativement stables. Les innovations développées par les Fintech, ces sociétés spécialisées dans les technologies financières, resteront les principaux facteurs de mutation structurelle du secteur bancaire suisse.

Le nombre de banques diminue en Suisse¹. Notre pays comptait encore 631 enseignes bancaires en 1989. Depuis lors, plus de la moitié ont disparu et il n'en restait que 266 en 2015 (voir *illustration 1*)².

¹ Un remerciement tout particulier à Patrick Winistörfer (SFI/DFF) pour ses commentaires pertinents.

² Le net recul de 81 établissements bancaires enregistré entre 1994 et 1995 est dû au fait que la BNS n'intègre plus les sociétés financières dans sa statistique depuis le 1^{er} janvier 1995. Fin 1994, elle en recensait encore 71.

Le moteur de Bourse SIX Group est une des plus grandes fintechs de Suisse. Le CEO de SIX, Urs Rügsegger (à droite), et d'autres membres du conseil d'administration, lors d'une conférence de presse.



KEYSTONE

Le recul le plus important en valeur absolue a été observé dans le segment des banques régionales et des caisses d'épargne, qui a perdu 152 unités entre 1987 et 2015. La seule catégorie bancaire ayant vu ses effectifs s'accroître (modestement) est celle des succursales de banques étrangères, qui a augmenté de neuf unités durant la période considérée. Ces deux tendances sont un reflet de la mondialisation et de l'interconnexion croissante des marchés financiers.

Plusieurs raisons peuvent justifier la réduction du nombre d'établissements bancaires en Suisse, à commencer par les fusions, les rachats et les faillites. De rares

cas de restitution (volontaire) de la licence bancaire ont également été enregistrés. À l'inverse, une augmentation du nombre d'enseignes peut résulter de la fondation d'entreprises et de l'entrée sur le marché d'acteurs étrangers. La statistique ne montre en fin de compte que l'orientation résolument baissière du nombre total d'établissements.

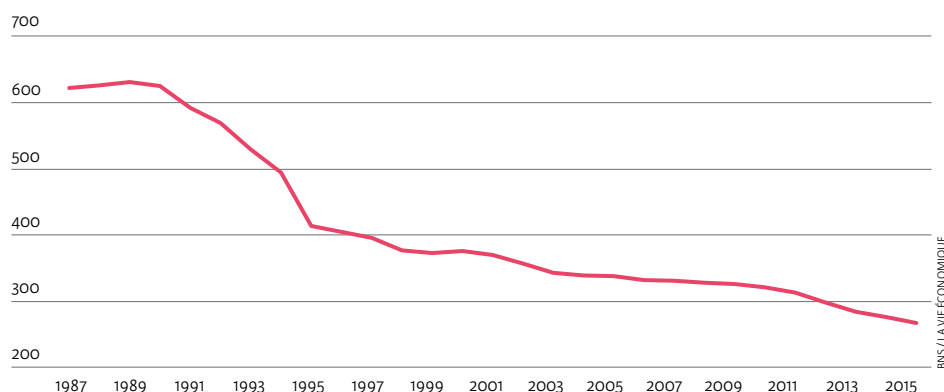
Forte baisse du nombre de succursales en Suisse

Si l'on considère l'évolution du nombre de succursales (sièges compris) bancaires en Suisse, le tableau est plus nuancé. Le total des succursales a en effet reculé de 5486 à 3131 entre 1987 et 2015 (voir *illustration 2*), ce qui correspond à une baisse de 43 %. Étant donné que le nombre d'établissements a dans le même temps diminué de 57 %, le réseau de succursales s'est densifié durant la période sous revue³.

Les données sur le nombre de succursales à l'échelon cantonal montrent qu'aucun accroissement n'a été observé au cours des trente dernières années. Les valeurs extrêmes en termes relatifs ont été enregistrées en Appenzell Rhodes-Intérieures et à Glaris: alors que le nombre de succursales n'a pas varié en Appenzell Rhodes-Intérieures entre 1987 et 2015, il a diminué d'environ 60 % à Glaris. Le nombre de succursales a également diminué dans les cantons de Genève, de Zurich et du Tessin, qui possèdent une longue tradition dans le secteur financier. Genève a enregistré un recul (-42 %) proche de la moyenne suisse, alors que Zurich (-37 %) et le Tessin (-31 %) ont connu des baisses inférieures à celle-ci. Plusieurs arguments plaident en faveur de ce processus de concentration, comme les économies en matière de personnel et d'immobilier en raison de la tendance à la centralisation ou de considérations fiscales.

³ En 1987, la Suisse disposait d'un réseau d'agences bancaires nettement plus dense avec un ratio de 1200 habitants par succursale, contre environ 2600 en 2015.

III. 1. Recul du nombre d'établissements bancaires en Suisse (1987–2015)



Faibles variations des parts de marché

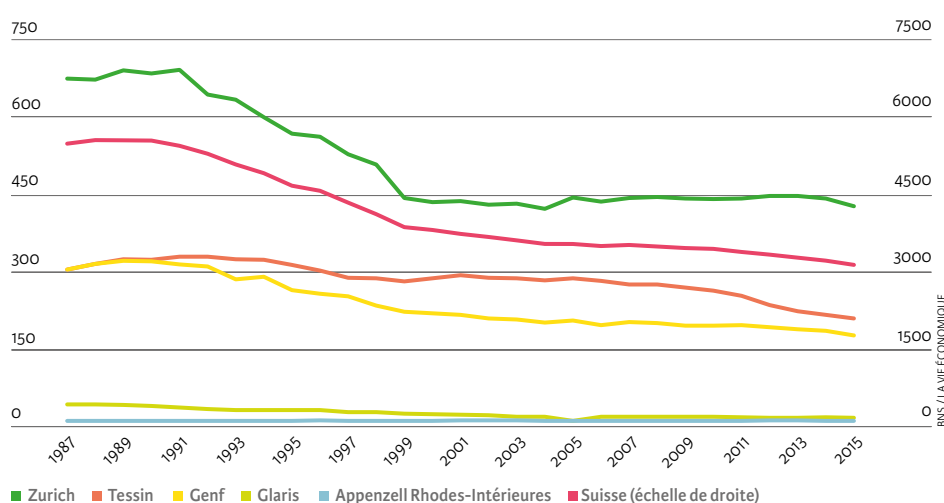
Un tassement du nombre d'établissements bancaires va généralement de pair avec une diminution de la concurrence du côté de l'offre. L'analyse du taux de concentration montre néanmoins qu'une telle évolution n'est pas inéluctable. Supposons que, sur cent banques, une seule détient 80 % du marché et que les 99 autres se partagent les 20 % restants à parts égales (soit 0,2 % chacune). Dans ce cas, la situation en termes de concurrence est nettement plus défavorable que si dix banques détiennent chacune 10 % du marché.

On constate toutefois qu'aucune redistribution importante des parts de marché n'est intervenue entre 1987 et 2015, comme l'atteste l'évolution de la quote-part détenue par les différentes catégories de banques dans le bilan total suisse (voir *illustration 3*). Il n'y a donc pas eu de concentration durable sur une seule catégorie de banques au cours des trente dernières années. Ce résultat peut être qualifié de positif sur le plan de la politique de concurrence.

Ce sont les banques privées qui ont enregistré le recul le plus significatif (-64 %)⁴, suivies de près par les banques régionales et les caisses d'épargne (-56 %). À l'inverse, les progrès les plus significatifs ont été enregistrés par les banques boursières (+455 % à partir d'un faible niveau initial) et par les banques Raiffeisen (+138 %). Les autres groupes bancaires ont évolué dans une fourchette de +/-10 %.

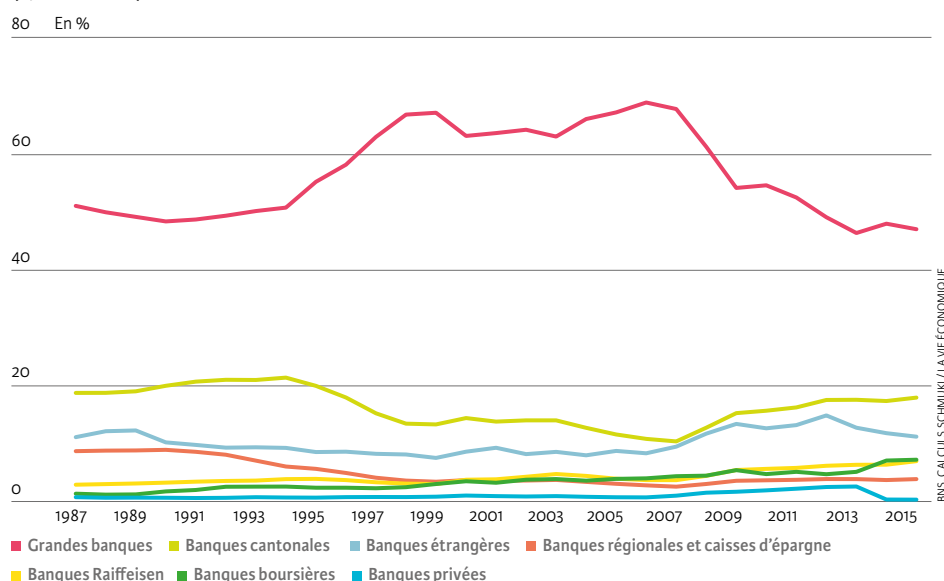
Le net accroissement de la part de marché des grandes banques est particulièrement frappant. Celle-ci s'élevait encore à environ 50 % au milieu des années nonante. Elle est passée à quelque 70 % en 1998/1999 (éclatement de la bulle de la nouvelle économie) ainsi que dans les années 2005 à 2007 (juste avant le déclenchement de la crise financière mondiale et que l'on prenne sérieusement conscience du problème que posent les entreprises d'importance systémique, ces établissements financiers «trop grands pour faire faillite»)⁵.

III. 2. Recul du nombre de succursales dans certains cantons suisses (1987–2015)



La période retenue pour l'ensemble des illustrations s'explique par le fait que la récolte de données sur les succursales bancaires à l'échelon cantonal a débuté en 1987.

III. 3. Quote-part des différentes catégories de banques dans le total des bilans (1987–2015)



Les groupes bancaires étrangers se composent des banques dirigées depuis l'extérieur et de leurs filiales.

4 Le fléchissement de 0,6 à 0,2 % de leur quote-part dans le total des bilans correspond à un recul de 64 % ou 0,4 point de pourcentage.

5 Au cours de la période sous revue, le bilan de l'ensemble des banques est passé de 902 milliards de francs (1987) à 2244 milliards (1999; point culminant de la nouvelle économie), à 3458 milliards (2007; déclenchement de la crise financière mondiale), puis à 3026 milliards (2015).

À la base des concentrations

Du point de vue macroéconomique, une concentration élevée ou croissante d'établissements bancaires sur un marché donné constitue un véritable défi du fait qu'elle restreint la concurrence. Un processus de concentration du marché peut avoir plusieurs origines. L'une d'entre elles s'identifie assurément aux *forces du marché*. La finance et l'économie réelle sont interdépendantes. Alors que les entreprises artisanales actives dans une région se finançaient auparavant auprès des banques locales, les groupes industriels et de services à vocation internationale qui leur ont succédé lèvent désormais des capitaux auprès de banques universelles, plus puissantes et plus capitalistes. En outre, les grandes firmes se tournent de plus en plus vers le marché des capitaux et se financent auprès des Bourses⁶. Les grandes banques profitent d'économies d'échelle et d'envergure en raison de leur taille et du processus de mondialisation qu'elles contribuent d'ailleurs à façonner. Elles représentent en ce sens un risque systémique.

Un marché dominé par un nombre (trop) limité de grandes banques peut également être le résultat d'une architecture financière défaillante, d'une réglementation lacunaire ou d'une politique de concurrence trop peu développée. Il est aussi possible que l'État encourage volontairement la promotion de fleurons nationaux par le biais de sa politique industrielle et qu'il contribue ainsi à renforcer la concentration du marché. Un tel processus d'intégration peut, toutefois, servir les intérêts des autorités réglementaires dans la mesure où le contrôle d'un nombre restreint de banques se révélera plus facile à exécuter et sera plus efficace.

Par ailleurs, les insuffisances du *gouvernement d'entreprise* et du contrôle interne peuvent également jouer un rôle. Ce que d'aucuns nomment l'«agonie» du secteur bancaire suisse a déjà eu lieu entre 1910 et 1914, lorsqu'une série de faillites ébranla notamment les cantons de Thurgovie et du Tessin. L'économiste zurichois et futur conseiller fédéral radical Ernst Wetter (1877-1963) considérait déjà que la diminution du nombre de banques pro-

venait de mauvaises pratiques commerciales. Dans sa thèse publiée en 1918, intitulée *Bankkrisen und Bankkatastrophen der letzten Jahre in der Schweiz* (crises et catastrophes bancaires de ces dernières années en Suisse), il soulignait déjà que les petits établissements bancaires n'étaient pas capables, tant du point de vue financier qu'organisationnel, de faire face à l'importance croissante du financement industriel.

Enfin, le *progrès technique* peut également induire une transformation profonde et durable du tissu économique et de la société, bien au-delà des limites d'un secteur d'activité. Des technologies clés peuvent déclencher des vagues d'innovation d'une portée véritablement révolutionnaire. Dans le secteur de la finance, cela concerne principalement celles de l'information et de la communication, souvent regroupées sous l'acronyme anglais «Fintech». Le recours à ces technologies pourrait renforcer encore le processus de concentration, car elles créent de nouvelles possibilités de fusions et d'acquisitions (du côté de l'offre). Elles permettent également de satisfaire une clientèle dispersée (du côté de la demande). La mutation des modèles d'affaires qui en résulte offre aux petites enseignes l'occasion de réagir plus promptement à l'évolution du marché que les banques de taille plus importante. Ainsi, la Banque cantonale de Glaris exploite depuis 2012 une plateforme de prêts hypothécaires en ligne, nommée Hypomat.ch. Elle a octroyé en avril 2016 une première licence d'exploitation à la Banque cantonale de Fribourg. En 2014, la Banque cantonale de Bâle-Campagne a intégré deux modèles de financement participatif à son offre de produits⁷.

Les Fintech défient les banques

L'économiste autrichien Joseph Alois Schumpeter (1883-1950) a démontré que les innovations sont l'un des facteurs essentiels des mutations économiques, inventant ainsi la notion de «destruction créatrice». Son message fondamental est que tout développement économique incite les facteurs de production à se recombiner. Les nouvelles structures supplantent les anciennes, puis les éliminent définitivement. La destruction ne doit pas être

considérée comme une défaillance du système, mais comme une réorganisation de l'économie globale permettant d'éliminer les inefficiences.

Les facteurs déclencheurs de la destruction schumpetérienne sont les innovations mises en œuvre par les entreprises dans le but de s'imposer sur le marché et de générer un revenu. Eu égard aux défis auxquels les banques actives en Suisse sont actuellement confrontées, les prestations et des infrastructures innovantes offertes par les Fintech détiennent un tel potentiel. Il se pourrait donc que les modèles d'affaires des prestataires financiers traditionnels subissent de nouvelles pressions et que leurs chaînes de valeur ajoutée se décomposent pour se réorganiser. Les Fintech auraient ainsi la possibilité de compléter, voire de remplacer, l'offre courante des banques conventionnelles, par exemple au moyen de la technologie dite de la chaîne de blocs.

Dans ce contexte, le Conseil fédéral a ouvert en février dernier la consultation concernant les modifications de la loi et de l'ordonnance sur les banques dans le domaine des technologies financières (Fintech)⁸. La révision proposée vise à réduire les obstacles que rencontrent les entreprises Fintech pour accéder au marché et à renforcer la compétitivité de la place financière suisse. La procédure de consultation prendra fin le 8 mai prochain.

⁸ Informations sur sif.admin.ch.



Daniel Schmuki

Collaborateur scientifique, section Analyse des marchés financiers, Secrétariat d'État aux questions financières internationales SFI, Berne

Bibliographie

- BAK Basel Economics AG, *Finanzplatz Zürich 2016/2017 – Monitoring, Prognosen, Digitalisierung und Industrialisierung am Finanzplatz Zürich, eine Studie des Amtes für Wirtschaft und Arbeit des Kantons Zürich und der Stadtentwicklung*, Zürich, 2016.
- Département fédéral des finances, *Politique en matière de marchés financiers pour une place financière suisse compétitive – Rapport du Conseil fédéral*, 2016.
- Schumpeter Joseph Alois, *Théorie du développement économique*, Berlin, 1912.
- Wetter Ernst, *Bankkrisen und Bankkatastrophen der letzten Jahre in der Schweiz*, Zürich, 1918.

⁶ L'autre source de financement externe, le crédit, permet aux banques de réaliser des gains d'efficacité, notamment dans le secteur des PME, grâce à l'examen des entreprises éligibles et à leur surveillance ultérieure.

⁷ Voir Miteinander-erfolgreich.ch.